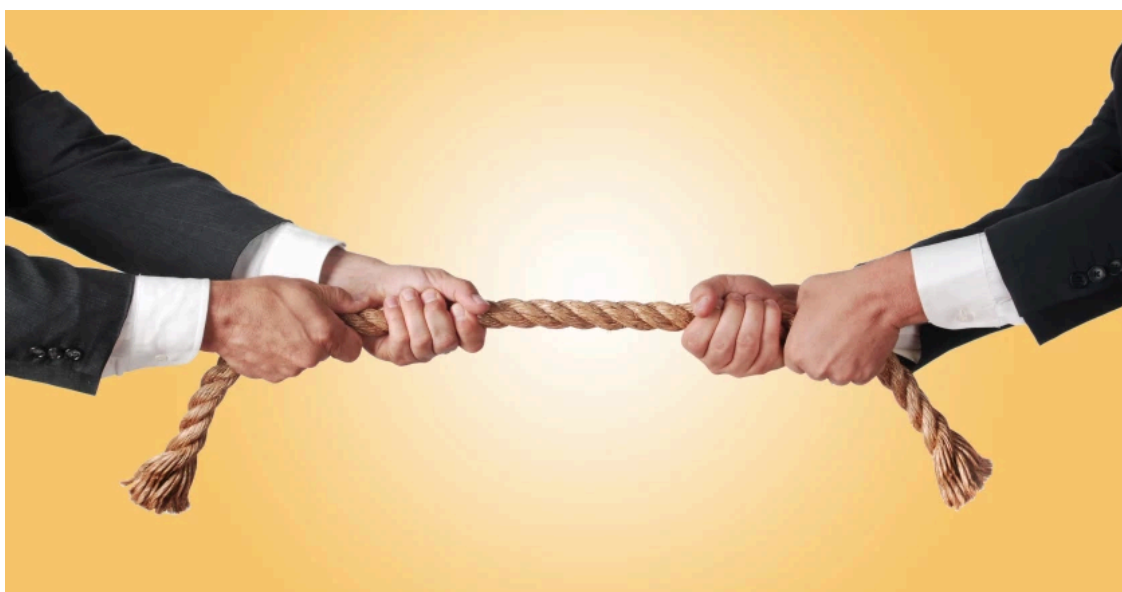


Décryptage

Moneta AM attend une revalorisation de l'action Peugeot Invest

A l'occasion de l'assemblée générale mardi du holding familial, la société de gestion a adressé une série de questions écrites. Elle demande une distribution d'actifs, via une hausse du dividende ou une distribution d'actions Stellantis.

Publié le 19 mai 2025 à 14:30

**Bruno de Roulhac**

- Fotolia

Peugeot Invest n'en a pas fini avec ses minoritaires. Parmi les 20% de flottant, Moneta AM, qui détient plus de 4% du capital du holding familial, revient une nouvelle fois à la charge à l'occasion de l'assemblée générale (AG) de **Peugeot Invest** mardi matin. La forte décote du titre reste un sujet majeur pour les actionnaires. Fin 2024, Peugeot Invest affichait un actif net réévalué (ANR) de 182,7 euros par action, pour une action à 80 euros vendredi en séance. Soit une décote de 56%.

Depuis deux ans, **Moneta AM** poursuit une campagne d'engagement, faute de réponses satisfaisantes à ses demandes. Trois rencontres ont eu lieu avec les dirigeants depuis l'AG 2024, précise Peugeot Invest. La société de gestion souligne certains efforts faits par le holding familial, comme l'exigence pour chaque administrateur de détenir un minimum de 500 actions, et non plus de 100. « *La société a fait un pas vers nous, même si elle reste sur la défensive*, confie Grégoire Uettwiller, gérant chez Moneta AM. *Pour le moment, elle ne fait que corriger certaines situations mais des pratiques qui nuisent à la valorisation persistent. Or, le sujet numéro un reste la réduction de la décote.* »

Aussi, la société de gestion a adressé une série de questions écrites à Robert Peugeot, président du conseil d'administration de Peugeot Invest estimant qu'il existe « *toujours un désalignement important entre les intérêts de la famille Peugeot et ceux des actionnaires minoritaires* ». Le fonds soulève des points d'achoppement en matière de gouvernance, de coûts de structure et de valorisation de l'action. Peugeot Invest promet de publier ses réponses dès lundi sur le site, avant de s'exprimer mardi lors de l'AG, diffusée en direct sur le site.

A lire aussi: Moneta, Sycomore et l'Adam s'attaquent à la gouvernance de Peugeot Invest

Distribuer les actions Stellantis

Pour revaloriser l'action, « *Peugeot Invest peut distribuer des actifs, soit en cash, via le dividende, soit en titres, en distribuant ses actions Stellantis* », explique Grégoire Uettwiller. Fin 2024, Stellantis représentait 41,3% des actifs de Peugeot Invest. Ainsi, Moneta AM milite pour une hausse significative du dividende calculé en pourcentage de l'ANR, afin de le rendre tangible pour les actionnaires. Au titre de 2024, le holding compte verser un dividende de 3,25 euros, stable. Soit un rendement de 4,1% sur le cours actuel. Mais représentant seulement 1,8% de l'ANR. Moneta propose de verser 3% de l'ANR aux actionnaires, « *soit moins de la moitié du rendement annualisé de 7% par an permis par un investissement en actions sur longue période* ». En attendant, « *Peugeot Invest n'a pas vocation à indexer sa politique de dividende sur l'ANR,*

précise un porte-parole. *Une telle approche induirait une forte volatilité du dividende. À titre d'exemple, l'ANR de Peugeot Invest a connu une baisse de près de 23 % en 2024.* »

En outre, Moneta AM soutient l'idée, évoquée récemment par la famille Peugeot, d'une scission via la distribution des titres Stellantis. « *Ainsi, les actionnaires de Peugeot Invest auraient 41% de leur investissement non décoté, libres à eux ensuite de conserver ou de céder leurs actions Stellantis* », poursuit Grégoire Uettwiller.

La volonté d'accroître l'ANR de Peugeot Invest « *est une fausse piste, qui ne répond à aucun impératif stratégique* », pour Moneta, alors que « *l'objectif fondamental d'une société d'investissement cotée est précisément de faire croître son ANR à long terme* », indique Peugeot Invest, y voyant notamment un moyen de faire croître le dividende.

A lire aussi: Peugeot Invest devra s'expliquer sur sa gestion et sa gouvernance

Les redevances de marque irritent toujours

Une nouvelle fois, Moneta AM juge que Peugeot 1810 – filiale de Peugeot Invest regroupant les participations dans Stellantis et Forvia – est une création fiscale « *inappropriée et coûteuse* » pour les actionnaires non-familiaux de Peugeot Invest. En particulier, Peugeot 1810 rémunère une licence de marque à Etablissements Peugeot Frères (EPF). Bien que cette redevance soit passée de 1% des dividendes perçus par Peugeot 1810 à 0,1% en 2024 – soit 351.000 euros au titre de 2024 –, « *elle reste un très mauvais signal et son principe même irrite les investisseurs* », constate Grégoire Uettwiller. D'autant que Peugeot Invest verse aussi une redevance à EPF, de 632.000 euros pour 2024. De plus, Moneta AM se demande comment un expert a pu valider une formule de redevance dix fois moins élevée que la précédente. Face à ce sujet de discorde, « *pourquoi ne pas fixer un montant fixe et symbolique de redevance (quelques milliers d'euros par an)* » ? s'interroge Moneta. Plus largement, la société de gestion s'interroge sur les avantages financiers directs que Peugeot Invest retire de la création de Peugeot 1810. « *Le rôle et la*

pertinence de Peugeot 1810 seront à nouveau explicités lors de l'assemblée générale de mardi », confie un porte-parole de Peugeot Invest.

Le fonds souverain norvégien (NBIM) a déjà annoncé qu'il s'opposerait aux résolutions 4 et 5 sur les conventions réglementées et sur l'avenant à la licence de marques, et aussi aux résolutions 11 et 16 sur la rémunération ex-post de l'ancien directeur général et sur la politique de rémunération du nouveau directeur général, Jean-Charles Douin.

Enfin, Moneta AM demande une transparence accrue sur les frais généraux, « *compte tenu de leur niveau absolu élevé et en forte progression ces dernières années* ». La société de gestion constate une hausse de 71% des frais d'administration générale entre la moyenne 2015-2019 et la moyenne 2020-2024, passant de 1% de l'ANR (hors Stellantis) à 1,6% d'une période à l'autre. Plus largement, la société de gestion demande au holding de détailler plus finement ces coûts, notamment ceux liés à la présidence de la société. La direction explicitera ces coûts de structure en AG, mais les juge « *tout à fait en ligne avec des comparables (entre 0,6% et 1% selon le dénominateur retenu)* », précise la société

Alors que Robert Peugeot, passera la main à son fils Édouard, à la présidence du conseil à l'issue de l'assemblée générale, une nouvelle ère pourrait s'ouvrir...

A lire aussi: Peugeot Invest cède 35 fonds de capital-investissement pour 227 millions d'euros

Gouvernance